



Allocution de M. Joseph Byll-Cataria, Coordonnateur Résident des activités opérationnelles
du système des Nations Unies au Mali,
au
Forum sur l'investissement en Afrique de l'Ouest
Bamako, le 21-23 février 2006

- Messieurs les Ministres,
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de missions diplomatiques et Représentants des Organisations de Coopération Bilatérale et Multilatérale
- Madame la Secrétaire Exécutive adjointe de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions de la République
- Mesdames et Messieurs,

C'est à la fois un honneur et un plaisir pour moi de prendre la parole à ce forum, au nom du Système des Nations Unies, pour discuter d'un sujet aussi important qui constitue l'une des priorités de la communauté internationale, à savoir, la promotion de l'investissement en Afrique.

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes chaleureuses salutations et d'exprimer au gouvernement du Mali, à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et à la CEDEAO, nos sincères félicitations pour avoir eu l'initiative fort pertinente d'organiser ce forum.

Mesdames, Messieurs,

Le thème de ce forum, à savoir établir les fondamentaux de l'essor de la petite et moyenne entreprise revêt un intérêt capital et vient à point nommé. En effet, les perpétuelles mutations que connaissent les relations économiques nationales, régionales et internationales, notamment la mondialisation et la libéralisation ont réduit les possibilités pour les pays de mener des politiques économiques nationales autonomes et ont créé les conditions d'une plus grande circulation des biens, du capital et des technologies.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest doivent tirer profit des opportunités que leur offre ce processus de mondialisation, notamment le transfert des capitaux d'investissement et des technologies, tout en s'adaptant aux défis qu'il présente.

Cependant, le faible niveau d'épargne et d'investissement intérieur limite la capacité des pays africains à accumuler le capital nécessaire à leur croissance économique rapide pour la réduction de la pauvreté et de la faim qui constitue l'une des composantes majeures des Objectifs du Millénaire pour le Développement et du NEPAD.



En dépit des résultats encourageants enregistrés dans l'évolution récente des indicateurs de stabilité économique, la croissance économique dans la sous région de l'Afrique de l'Ouest est restée bien en deçà du seuil minimum de 7% requis pour lutter efficacement contre la pauvreté ; ce qui maintient la majeure partie des pays de la sous région à un faible niveau de développement humain et à des indicateurs élevés de pauvreté.

Mesdames, Messieurs,

Vous conviendrez avec moi, que dans un tel contexte socio-économique, la mobilisation des capitaux privés internes et extérieurs pour l'investissement constitue un élément essentiel à l'atteinte du développement humain durable et peut constituer un facteur de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Dans la mesure où l'Afrique de l'Ouest offre de nos jours des potentiels d'investissement énormes et variés, les pouvoirs publics devraient s'atteler à promouvoir la mobilisation de ressources intérieures et à créer les conditions pour attirer les capitaux extérieurs privés en vue de la croissance et du développement économique et social.

Aussi, l'intégration économique régionale, en tant que cadre élargi de production et d'échange peut-elle servir de catalyseur à l'attraction des investissements car non seulement elle permet une masse critique d'investissement, mais elle permet aussi aux pays de surmonter les exigences de leur marché national et favorisant ainsi la réalisation des économies d'échelle.

Conscient de cet état de fait, les Etats de l'Afrique de l'Ouest ont fait de nombreux efforts pour réformer leur économie et adopter des politiques macro-économiques saines et des systèmes juridiques et financiers appropriés en vue de promouvoir l'investissement.

La mobilisation des ressources aux fins d'investissement figure aussi au premier rang des objectifs prioritaires du NEPAD dont l'un des principes de base consiste à financer le développement du continent par l'exploitation du potentiel d'autofinancement de l'Afrique, à travers l'adoption des principes de bonne gouvernance politique et économique, l'intégration économique régionale et l'appui au secteur privé local et étranger pour impulser le mouvement.

Cependant, malgré les efforts déployés par les pays de la sous région et de l'Afrique en général pour attirer l'investissement, les résultats globaux atteints sont restés en deçà des attentes et ce, malgré les nombreuses opportunités et les incitations mises en place.

La part de l'Afrique dans les flux mondiaux d'investissement direct étranger est très faible en comparaison avec les pays d'Asie qui obtiennent 90% des flux mondiaux d'investissement direct en direction des pays en développement. A titre d'exemple, selon la CNUCED, pour la période 1995-2000, l'Afrique a reçu seulement 4% des flux mondiaux d'investissement destinés aux pays en développement. Le secteur primaire, et principalement le secteur des produits de base (pétrole, gaz et minéraux), représente la plus grosse part de ces flux.

Mesdames, Messieurs,

Les objectifs de ce forum sont multiples, à savoir : (1) l'amélioration de l'environnement des affaires dans l'espace CEDEAO ; (2) la mobilisation des ressources, le renforcement des capacités de



Nations Unies

l'entrepreneuriat et la promotion et le développement des agro-industries. Ces objectifs cadrent bien avec les différents engagements de la communauté internationale qui font de la mobilisation du secteur privé une partie intégrante de tout effort soutenu et viable de réduction de la pauvreté.

La Conférence internationale sur le financement du développement organisé par les Nations Unies en 2002 à Monterrey s'inscrit dans ce cadre et témoigne de l'importance que la communauté internationale accorde au secteur privé pour servir de moteur à la croissance économique, à la création des emplois et à l'innovation technologique. En plaçant les questions du développement et de son financement à l'avant-plan de l'ordre du jour international, cette conférence a permis à la communauté internationale de dégager un consensus global sur les objectifs, les conditions et les ressources nécessaires à la réalisation du développement durable.

Mesdames, Messieurs,

Permettez moi de rappeler que le développement de l'Afrique constitue une priorité dans l'agenda de l'Organisation des Nations Unies qui ne cesse d'appuyer les efforts des gouvernements africains dans la recherche des voies et moyens leur permettant de mobiliser les ressources pour relever les défis liés au développement.

A cet égard, de nombreuses actions d'assistance technique et financière sont menées par les Nations Unies auprès des pays africains, en vue de les aider à améliorer l'efficacité de leur système financier, à participer au commerce mondial, à créer des PME/PMI et à attirer des investissements directs étrangers.

Le continent africain bénéficie aussi de l'appui des Nations Unies dans le renforcement de capacité des entrepreneurs et dans l'assistance aux entreprises dans l'identification, la formulation et la promotion des projets d'investissement.

Un autre appui des Nations Unies à l'endroit des pays africains consiste à obtenir des garanties de leurs emprunts et à renforcer leurs marchés des capitaux. A titre d'exemple, en 2003 le PNUD, en collaboration avec la New York Stock Exchange et l'Association des bourses africaines, a organisé à Wall Street un forum du développement des marchés des capitaux africains afin de diffuser les informations sur les possibilités d'investissement sur les places boursières de l'Afrique.

Ces efforts traduisent la volonté du Système des Nations Unies de contribuer à la promotion du secteur privé et de l'investissement en Afrique. Cependant, ces efforts à eux seuls ne seront pas suffisants à atteindre les objectifs escomptés sans la volonté forte et la capacité des pays d'attirer des capitaux conséquents. Il est nécessaire d'apporter des réformes en profondeur du secteur des entreprises et des banques afin de donner plus confiance aux prêteurs et aux investisseurs nationaux et étrangers.

Pour terminer, je souhaite que les réflexions et échanges issus de ce forum complètent les nombreux jalons qui ont déjà été posés en d'autres occasions pour la promotion d'un partenariat public/privé d'investissement aux niveaux national, sous régional et régional.

Je vous remercie.